



République Islamique
de Mauritanie

Système d'Information des Marchés (SIM)

Bulletin de janvier-mars 2012

Dans ce numéro

Analyse comparative des prix	1
Termes de l'échange	2
Prix sur les marchés transfrontaliers	3
Prix de parité à l'importation	3
Conclusion et perspectives	4

Équipe de rédaction

CSA:

Moulaye Said Ould Baba Aïnina
Sidi Ould MOHAMEDOU

PAM:

Olivier FLAMENT
Atsuvi GAMLI
Amadou SY

FEWS-NET/USAID:

Dr. Hamady SY

ACF-E:

Sandrine FLAMENT
Félicien MUHIRE

Faits saillants

Le premier trimestre 2012 a été marqué par la poursuite de la crise alimentaire résultant de la sécheresse 2011 et la hausse des prix des denrées de base mais également par un afflux de réfugiés en provenance du Mali suite à une rébellion au nord Mali affectant principalement l'est de la Mauritanie. Principales conséquences:

- Les prix demeurent globalement élevés à Nouakchott et ceci est confirmé par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) mesuré par l'ONS. Entre janvier et mars, cette hausse a été de +1,2% et de 5,6% entre mars 2011 et mars 2012;
- Le prix du **blé atteint, au mois janvier 2012, son niveau record de mars 2008** (160 MRO). Suite au lancement du plan EMEL, cette céréale ainsi que les autres produits alimentaires importés ont amorcé une stabilisation ou une baisse à l'exception du riz importé qui gagne 14% en un an;
- Sur le marché international, le prix du blé poursuit sa baisse (-18% entre mars 2011 et 2012) alors que celui du riz se maintient à la hausse (+26,5% sur la même période);
- Les denrées traditionnelles (mil, sorgho, niébé) enregistrent de fortes augmentations de prix en variation annuelle (entre 50 et 100%), mais sont relativement stables sur la période de janvier à mars 2012;
- La mauvaise production agricole de 2011 et la crise malienne ont fini par paralyser

Analyse comparative des prix

Évolution des prix des denrées locales

La hausse des prix des denrées locales s'est poursuivie au cours du premier trimestre 2012 comparativement à la même période en 2011 essentiellement à cause de la mauvaise campagne agricole 2011/2012. En variation mensuelle, une légère baisse a été amorcée pour certains produits entre les mois de janvier et mars 2012.

Les augmentations les plus importantes sont enregistrées pour le petit mil (+88%) et toutes les variétés de sorgho (de 55% à 96%).

Le niébé, légumineuse importante dans le régime alimentaire des ménages ruraux enregistre une augmentation de 80% par rapport à mars 2011. Le

riz local connaît une faible augmentation probablement à cause des prix du riz importé, relativement

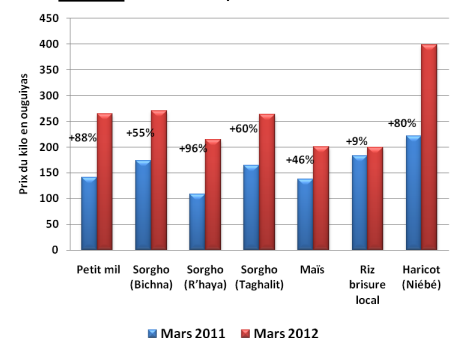
«Fortes hausses des prix des denrées locales: +88% pour le petit mil»

stable sur la période considérée. Le maïs qui s'est substitué aux autres céréales dans plusieurs marchés du pays a vu son prix croître de 46% entre mars 2011 et 2012.

Il convient de souligner que de janvier à

mars, les prix de ces denrées alimentaires sont restés stables ou sont à la baisse sur les principaux marchés du pays. Le sorgho Taghalit baisse de 11% sur la période, le sorgho R'haya de 10% alors que les autres céréales locales ont des prix quasiment stables sur la

Figure 1: Evolution des prix des denrées locales



Évolution des prix des denrées importées

Les vivres importés sont maintenus à des prix élevés au cours du premier trimestre 2012 à l'exception du riz importé dont le prix a progressé de 14% entre mars 2011 et mars 2012. La hausse du prix du riz à l'importation (voir infra) s'est donc répercuté sur les marchés locaux où le riz brisé importé s'est échangé en moyenne à 240 MRO au mois de mars 2012 (entre 200 et 300 MRO selon les marchés), contre 210 MRO en mars 2011.

Fait important, le prix moyen du kg de blé a atteint 160 MRO au mois de janvier 2012, ce qui représente son niveau le plus élevé depuis la crise de la hausse des prix de 2008. Malgré la baisse amorcée en février 2012 et qui

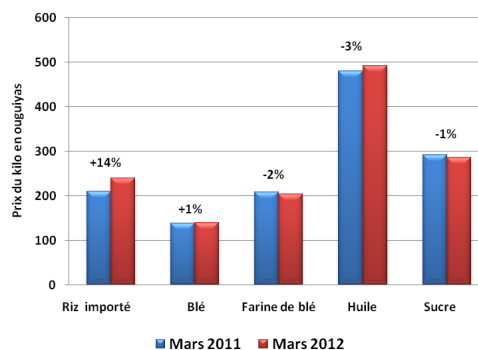
s'est poursuivie en mars, le prix moyen de cette céréale se situe toujours à 139 MRO, soit +39% au dessus du

« Le prix du blé a atteint en janvier son niveau le plus élevé depuis 2008 »

prix avant la hausse de juillet 2010. Le lancement des activités du plan EMEL et des autres activités d'assistance des partenaires au cours des mois de février et mars 2012 peuvent expliquer cette baisse progressive des prix de cette denrée. Le sucre et l'huile enregistrent la même progression

que le blé. Le prix du litre d'huile a dépassé 500 MRO sur plusieurs marchés alors même qu'au pic de la crise en 2008, il était en dessous de 450

Figure 2: Evolution des prix des denrées importées



Évolution de l'indice des prix à Nouakchott

La tendance globale des prix des biens et services à Nouakchott mesurée à l'aide de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) reste haussière. Au mois de mars 2012, cet indicateur enregistre une progression de 0,3% par rapport à février 2012 et 5,7% par rapport à mars 2011. Le taux d'inflation évalué grâce à la variation de l'indice mensuel entre les mois de mars 2011 et 2012 se situe à 5,6%.

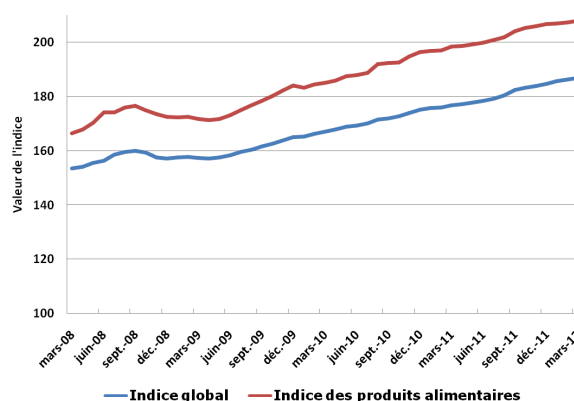
Cette augmentation s'explique par la hausse des prix des produits alimen-

taires (+4,8%) surtout les légumes (+21,4%) et les produits halieutiques (+8,8% en variation annuelle). La hausse des prix d'autres

postes comme le transport (+13,9%) devrait se répercuter également sur les prix des produits alimentaires, réduisant ainsi l'accès au ménages les plus vulnérables. Il faut noter que comme par le passé, l'indice des produits alimentaires est plus élevé que l'indice global prouve

que la tendance haussière résulte essentiellement de celle des produits alimentaires.

Figure 3: Evolution de l'IHPC à Nouakchott (base 2002)



Prix du bétail et termes de l'échange

Le prix du petit bétail (mouton, chèvre) poursuivi son augmentation au cours du premier trimestre 2012. En mars 2012, un mouton moyen se vendait en moyenne à 18 600 MRO contre 17 800 MRO en janvier 2012. L'explication majeure de cette augmentation réside dans le fait que les éleveurs sont obligés - faute de pâturage - de recourir à de l'aliment bétail dont les prix ont presque doublé (7000 MRO en janvier 2012 contre 4000 MRO en janvier 2011, soit +75%). La baisse des

prix de l'aliment de bétail en février et mars (5600 MRO en mars) devrait se traduire par une baisse du prix du bétail. Les à la vente du gros bétail, les sont globalement stables ou à la baisse (-14% pour le taurillon).

Compte tenu de la hausse du prix du mouton et de la stabilité du prix du blé, les termes de l'échange mouton/blé sont meilleurs en valeur nominale,

en mars 2012 qu'en mars 2011 et même en progression sur le premier trimestre 2012 (en moyenne +20% entre janvier et mars 2012).

« Le prix du petit bétail augmente entre les mois de mars 2011 et 2012 »

Cependant, il faut prendre en compte l'importance de l'utilisation de l'aliment de bétail qui réduit au final la marge bénéficiaire des éleveurs donc leur pouvoir d'achat.

Evolution des prix sur les marchés frontaliers

Les flux transfrontaliers qui constituent d'importantes sources d'approvisionnement pour la Mauritanie se sont pratiquement interrompus à cause de la crise malienne et de la sécheresse qui a réduit les productions dans les pays frontaliers.

En effet, depuis le déclenchement de la crise au nord du Mali en début d'année, les flux en provenance de ce pays sont quasi inexistant du fait de l'insécurité. Il faut noter aussi que le bref embargo que la CEDEAO a imposé à

ce pays a contribué à renchérir les prix des denrées alimentaires de sorte qu'il était devenu moins rentable de les

« Prix du mil à Bamako:
+104% en un an »

exporter vers la Mauritanie. D'autre part, ces troubles interviennent dans un contexte de mauvaise production agricole qui constituait déjà un frein aux approvisionnements en provenance des pays limitrophes. Selon les

chiffres de l'ONG 'Afrique Verte', le prix du mil a plus que doublé à Bamako entre mai 2011 et 2012. Au Sénégal, d'après les données du CSA/PAM, l'augmentation des prix des céréales locales se situe entre 15 à 20% selon les céréales considérées.

Dans de telles conditions, la Mauritanie ne pourra pas compter sur les approvisionnement en provenance des pays voisins pour faire face à son déficit de production et à la hausse des prix des produits importés.

Evolution du prix du blé sur les marchés internationaux

Le prix du blé tendre à l'exportation poursuit sa tendance baissière amorcée depuis le début de l'année 2011. Même s'il a été constaté un léger renchérissement en glissement mensuel aux mois de janvier et février 2012 (en moyenne +3%) il faut noter que comparativement à la même période de 2011, les prix de cette céréale sont nettement plus bas. Ils sont en moyenne inférieurs de 18% au cours du premier trimestre 2012 comparé à la même période de 2011. Cependant, ces prix restent plus élevés que leur

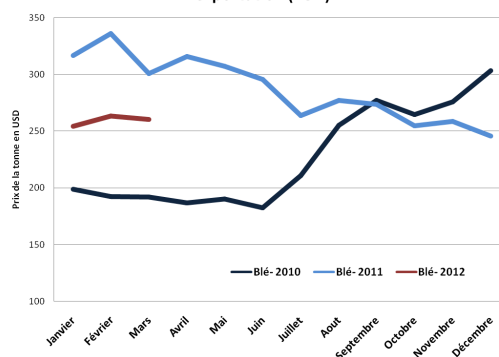
« Baisse moyenne de 18% du prix à l'exportation du blé sur le premier trimestre 2012 par rapport au la même période en 2011 »

niveaux du premier trimestre 2010 où la tonne de blé tendre à l'exportation s'échangeait en moyenne sur le trimestre à 194 USD contre 250 USD en 2012. Ces prix en baisse devraient favoriser les importations et l'accès de cette céréale aux ménages éleveurs de la Mauritanie, céréale principalement consommée par ces derniers.

Le gel survenu en Europe au mois de février 2012 suivi d'une pé-

riode de sécheresse ne devraient pas compromettre les récoltes de cette année surtout que les stocks mondiaux

Figure 4: Evolution du prix du blé tendre à l'exportation (FOB)



Source: International Grain Council

Evolution du prix du riz sur les marchés internationaux

Contrairement au prix du blé, celui du riz connaît une envolée depuis le mois de novembre 2011. Au mois de mars 2012, la tonne de riz thaïlandais 100% brisé s'échangeait à Bangkok à 543 USD contre 429 USD au mois de mars 2011 soit une augmentation de 26,5%.

Cette augmentation amorcée en juin 2011 suite aux inondations en Thaïlande et à la décision de ce pays de renforcer les conditions d'exportation du riz s'est accentuée en novembre 2011. Par rapport

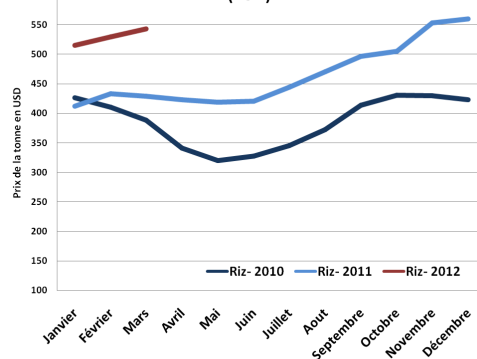
« Hausse du prix à l'exportation du riz de 26,5% par rapport à mars 2011 »

au mois de mars 2011, le prix à l'exportation de ce type de riz s'est accru de près de 30%.

Sur le plan mondial, le prix moyen du riz (toutes variétés confondues) reste globalement stable ou légèrement à la hausse selon le CIRAD (centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement). L'indice OSIRIZ a progressé de 3,9 points entre le mois de février et de mars. Les perspectives à moyen terme sont en faveur d'une stabilisation des prix, voire une baisse sur-

tout si la mousson est normale en

Figure 5: Evolution du prix du riz à l'exportation (FOB)



Source: International Grain Council



République Islamique
de Mauritanie



Commissariat à la Sécurité
Alimentaire



Pour plus d'informations ou
des renseignements, veuillez
contacter:

CSA: msaid@csa.gov.mr
smohamedou@cpssa.gov.mr
PAM: olivier.flament@wfp.org
atsuvi.gamli@wfp.org
FEWSNET: Hsy@few.net
ACF: hom-mr@acf-e.org

Le bulletin est disponible
auprès des partenaires
d'élaboration et sur Internet
aux adresses suivantes:
www.csa.mr/osa/sim
www.un.mr/wfp/sim
www.wfp.org/mauritanie

Conclusions et perspectives

La Mauritanie est confrontée à une crise alimentaire résultant à la fois de la baisse de la production nationale et de la hausse des prix des produits importés. A ces deux facteurs, il faut rajouter une importante dégradation des moyens de subsistance et des sources de revenu des ménages. Les ménages sont ainsi confrontés à une crise d'accès. Cette crise menace aussi le bétail à cause du manque de pâturage et de sources d'abreuvement. L'arrivée massive de réfugiés à l'Est du pays en provenance du Mali a aggravé la situation. L'évaluation du CSA et du PAM de décembre 2011 a estimé que 700 000 personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire. Ce chiffre est estimé à 900 000 personnes au mois de mars 2012 (analyse des tendances)

Face à cette situation, le Gouvernement a mis en place un plan d'urgence: EMEL (Espoir) de 31 milliards d'ouguiyas pour assister les couches les plus vulnérables de la population. Les données des prix du premier trimestre 2012 laissent déjà voir une inflexion à la baisse de la tendance des prix des produits importés alors que les denrées alimentaires locales se maintiennent à des niveaux très élevés pour cette période de l'année. Les perspectives au cours des mois à venir seront influencées par:

- Une réduction (voire un épuisement) des disponibilités en denrées traditionnelles. De ce fait, la hausse des prix de ces produits alimentaires devrait se poursuivre.;
- La mise en œuvre des programmes d'intervention face à la crise devrait se traduire par une baisse des prix des produits importés, ce qui en favoriserait l'accès aux ménages les plus pauvres. Cependant, il existe des risques que les commerçants ralentissent leurs importations à cause de la baisse de la demande des ménages qui vont recevoir des distributions de vivres. Le suivi des importations au niveau du port devrait permettre d'anticiper d'éventuelles difficultés sur ce plan;
- L'aggravation de la crise malienne surtout depuis le coup d'Etat de février 2012 et les risques d'intervention armée au nord du Mali pourrait augmenter considérablement le nombre de réfugiés en provenance de ce pays. A la fin du mois de mars, on comptait déjà plus de 50 000 personnes. L'assistance à ces réfugiés devrait se faire parallèlement à elle des ménages pauvres déjà affectés par le déficit pluviométrique.

Le SIM Mauritanie : Concept et fonctionnement

En Mauritanie, les ménages dépendent fortement des marchés alimentés par les produits importés pour couvrir leurs besoins alimentaires étant entendu que la production agricole nationale ne couvre en moyenne que 30% des besoins de consommation du pays. La volatilité des prix à caractère inflationniste des denrées alimentaires au niveau international se répercute de ce fait sur la sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables en Mauritanie.

Le CSA, le FEWS-Net, le PAM et l'ACF-E ont jugé donc essentiel de redynamiser le système de suivi des marchés afin de pouvoir alerter à temps les autorités compétentes et faciliter ainsi la prise de décision.

Les données analysées dans le présent bulletin sont issues de collectes de données effectuées en début et en fin de mois précédent sur 36 marchés représentatifs du pays. Elles ont été vérifiées, traitées et analysées par un comité composé des représentants des structures partenaires.

